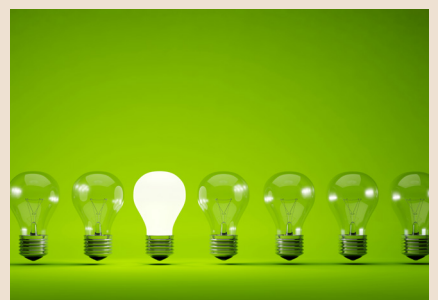
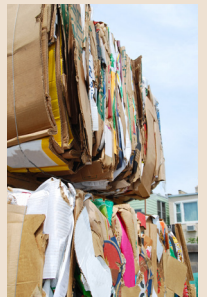


BAROMÈTRE DES
LEVÉES DE FONDS
CLEANTECH
EN FRANCE
1^{er} semestre 2018



En partenariat avec :







Alexis Gazzo
Associé EY
Cleantech & Sustainability

Avec plus de 324 M€ investis, les levées de fonds Cleantech en France retrouvent les sommets. Depuis 5 ans, cela ne sera jamais que la 3^{ème} fois que la barre des 300 M€ investis est franchie sur un semestre, d'après les chiffres du baromètre.

Ces résultats rappellent à quel point la diversité des secteurs de la transition énergétique et écologique restent attractifs auprès des investisseurs. Je suis d'ailleurs interpellé par le fait que de plus en plus d'acteurs étrangers s'intéressent au marché français des cleantech, que ce soit des investisseurs en infrastructure, des fonds de capital développement ou innovation, mais aussi des industriels (utilities notamment), pour lesquels la stabilité du cadre réglementaire et politique autour de la transition énergétique leur donne la visibilité attendue sur le long terme, dans un domaine où beaucoup de pays voisins ont trop souvent pratiqué des politiques de « stop and go ».

Deux remarques à ce sujet : d'une part, on ne peut que se féliciter de l'accord trouvé récemment entre l'Etat et les opérateurs sur les premiers appels d'offres d'éolien offshore en France. Une annulation aurait envoyé un signal très négatif aux investisseurs et aux acteurs de la filière énergie marine en général, qui attendent à présent d'y voir plus clair sur les prochains rounds d'appels d'offres pour l'éolien offshore posé mais également pour l'éolien flottant et l'hydrolien. D'autre part, l'élaboration de la PPE d'ici fin 2018 doit clarifier l'ambition de la mandature en cours sur les énergies renouvelables et sur la question du nucléaire. Soyons clairs, sans réduction de la part du nucléaire, il ne sera pas possible d'envisager de très fortes croissances des capacités d'énergies renouvelables dans la durée !

Si l'investissement dans les cleantech se porte bien, c'est aussi grâce à la capacité des entreprises du secteur à renouveler les relais de croissance, via des stratégies de diversification géographique ou sectorielle. C'est une tendance qui se confirme dans les chiffres du baromètre, avec une nette montée en puissance de la mobilité durable (autopartage, carburants alternatifs, véhicule électrique, etc.) de l'agriculture, de l'économie circulaire

et du stockage de l'énergie. L'hydrogène a concentré pas moins de 4 opérations de levées de fonds au cours du semestre et fait logiquement l'objet d'un focus spécifique dans cette édition. Compte tenu de l'intérêt croissant des énergéticiens ou des équipementiers automobiles pour le sujet, d'autres investissements sont attendus dans ce domaine dans les prochains mois.

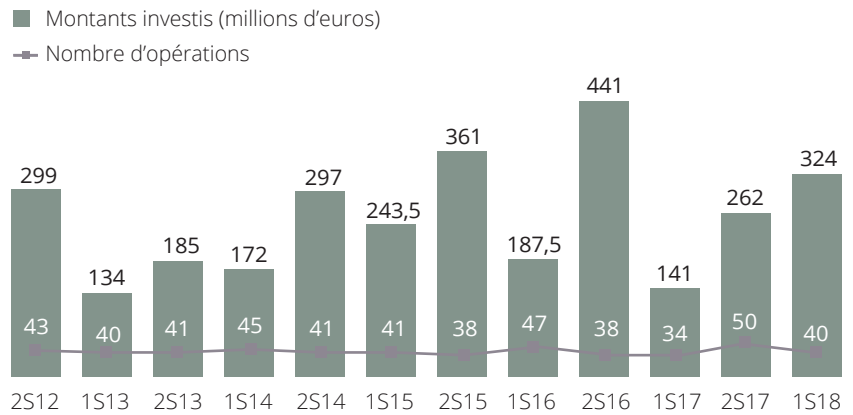
Autre secteur en pleine évolution, les énergies renouvelables ont effectué le basculement vers une généralisation des appels d'offres, ce qui entraîne une baisse des prix favorable au consommateur, mais qui accentue la pression sur les marges des développeurs.

Dans ces conditions, l'avenir passera aussi par une diversification du portefeuille de clients en développant les « corporate PPAs » ainsi que l'autoconsommation, deux approches qui préfigurent la manière dont l'énergie et surtout les services qui l'entourent seront vendus à l'avenir.

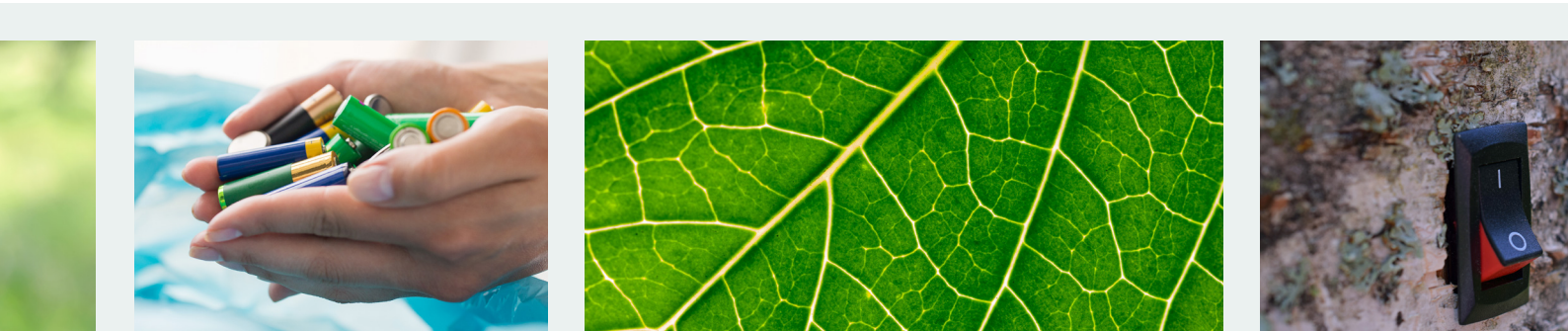
Enfin, l'horizon du 2°C que nous rappelle Jean Jouzel dans cette édition ne semble plus si éloigné si l'on se rend compte que les énergies renouvelables sont aujourd'hui compétitives en termes de prix au kWh produit, et ne sont plus freinées que par leur variabilité. Avec l'arrivée de solutions de stockage pleinement compétitives, plus rien n'arrêtera les énergies renouvelables. De belles perspectives pour la Commission Climat de France Invest !

Évolution des investissements dans le secteur Cleantech

Au premier semestre 2018, 40 levées de fonds ont été réalisées en capital innovation et capital développement dans le secteur des Cleantech en France pour un montant global de 324 millions d'euros sur 39 opérations (un montant n'est pas connu).



Source : GreenUnivers

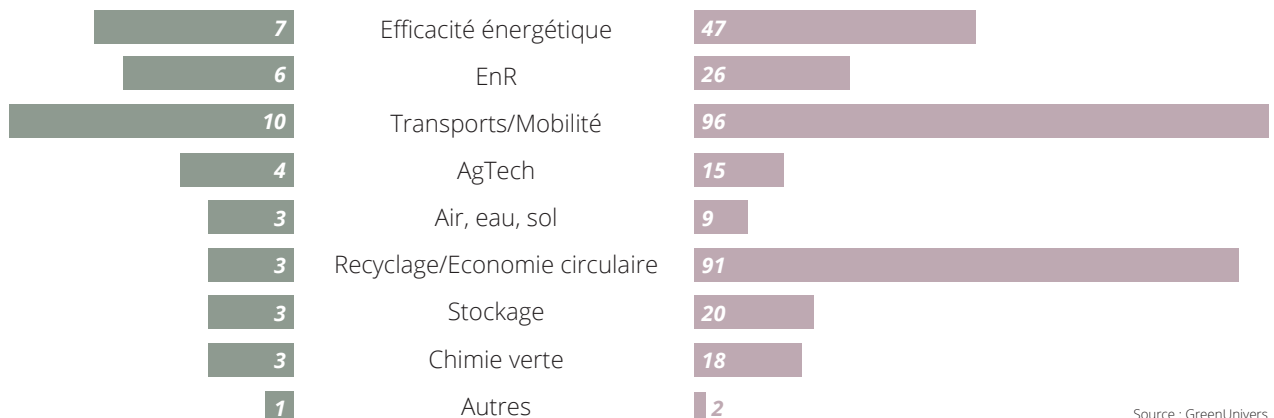


Investissements par secteur

1^{er} semestre 2018

Nombre d'opérations

Montants investis (millions d'euros)

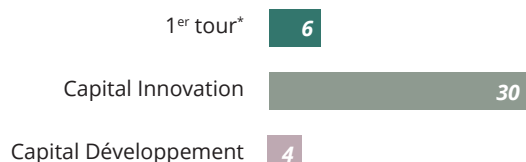


Source : GreenUnivers

Investissements par stade de maturité

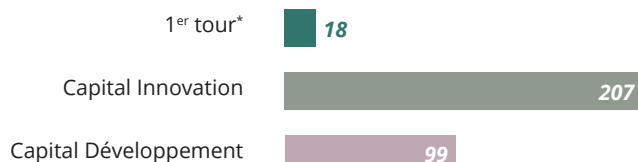
1^{er} semestre 2018

Nombre d'opérations

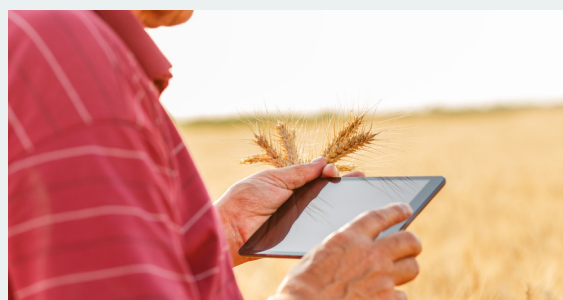
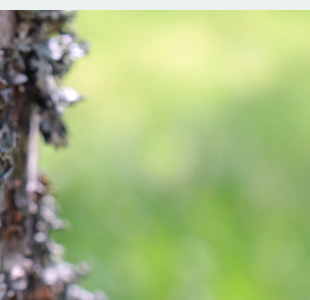


Source : GreenUnivers

Montants investis (millions d'euros)



Source : GreenUnivers



Top 3 des opérations

Entreprise	Secteur	Montant levé auprès des fonds	Investisseurs
Recommerce	Recyclage / Economie circulaire (reconditionnement de téléphones)	50 M€	Capzanine, Creadev
Back Market	Recyclage / Economie circulaire (reconditionnement de téléphones, tablettes...)	41 M€	Daphni, Aglaé Ventures, Eurazeo, groupe Arnault, business angels
Cityscoot	Transports / mobilité	40 M€	RATP Capital Innovation, InVenture Partners, Caisse des Dépôts, Lease Plan

Source : GreenUnivers

* Cette catégorie recense la première levée de fonds d'amorçage réalisée par une société.

Focus secteur : l'hydrogène

Les investisseurs n'ont pas attendu la présentation du plan hydrogène par Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, le 1^{er} juin dernier, pour s'intéresser à ce jeune secteur prometteur. Quatre levées de fonds ont été bouclées au premier semestre 2018 pour un montant total d'environ 22 M€. En 2017, quatre opérations avaient été réalisées sur l'ensemble de l'année pour un montant de près de 6 M€.

La filière bénéficie des innovations de PME (McPhy Energy, Symbio FCell...), de start-up (Pragma, Ataway...) et de la mobilisation des grands acteurs, comme Air Liquide, Engie et EDF. Le plan du gouvernement, qui donne la priorité aux applications industrielles de l'hydrogène sans pour autant oublier la mobilité ou le stockage, devrait donner un coup d'accélérateur à l'ensemble de la filière.

Nombre d'opérations

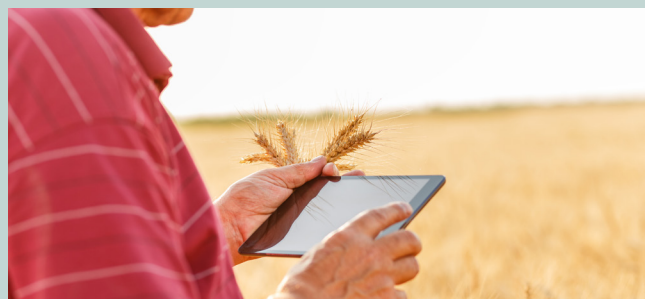


Montants investis (millions d'euros)



* Un montant non communiqué.

Source : GreenUnivers



GRAND TÉMOIN

Jean Jouzel

*Président de Météo et Climat, climatologue et ancien membre du GIEC,
Co-prix Nobel de la Paix en 2007*



L'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique est au cœur d'un ouvrage « Pour éviter le chaos climatique et financier » que j'ai publié l'an dernier avec Pierre Larrousurou. Nous y mettons également l'accent sur l'ampleur des investissements à réaliser et sur leur

nécessaire dimension européenne à laquelle nous sommes l'un et l'autre très attachés.

Aussi, j'ai accepté bien volontiers d'être le grand témoin de ce baromètre, car, en créant une commission climat et en publiant chaque semestre un baromètre cleantech pour mesurer l'accompagnement en fonds propres des entreprises innovantes et en croissance qui apportent des solutions pour le climat, France Invest montre son engagement en faveur d'une économie décarbonée.

Dans ce même esprit, le Forum international de la météo et du climat (FIM) a contribué activement au symposium sur le financement de la transition vers une société bas carbone, qui s'est tenu le 4 juin dernier.

Les décideurs politiques l'ont compris : si l'on veut garder des chances de s'adapter – pour l'essentiel – au changement climatique lié aux activités humaines, il faut en limiter l'ampleur. J'adhère pleinement à l'accord de Paris qui vise à ce que le réchauffement à long terme ne dépasse pas 2°C – si possible 1,5°C - par rapport aux conditions préindustrielles.

Cet accord s'est construit à partir du diagnostic délivré dans le 5^{ème} rapport du GIEC qui fait état d'un risque de réchauffement moyen supérieur à 4°C d'ici 2100 si rien n'était fait pour maîtriser l'augmentation de l'effet de serre. Il serait alors difficile de faire face à ses conséquences : acidification de l'océan, récifs coralliens mis à mal, élévation du niveau de la mer, intensification des événements météorologiques extrêmes, difficultés d'accéder à l'eau dans certaines régions affectées par des sécheresses et des canicules à répétition avec des répercussions sur les rendements agricoles et la sécurité alimentaire, augmentation des migrations climatiques, exacerbation de la perte de biodiversité... Et il ne s'agit pas des générations futures : ce sont autant d'impacts négatifs auxquels les jeunes d'aujourd'hui auraient à faire face dans la seconde partie de ce siècle.

Mais rester en deçà de 2°C constitue un véritable défi.

Il ne nous reste plus que 800 milliards de tonnes de CO₂ à émettre, soit une vingtaine d'années au rythme actuel. En fait, il faudrait qu'à l'échelle planétaire les émissions de CO₂ commencent à décroître dès 2020, puis soient divisées environ par trois d'ici 2050. Et que la neutralité carbone soit atteinte dans la deuxième partie de ce siècle. Pour que l'accord de Paris nous mette sur une telle trajectoire, il faudrait en relever l'ambition : dans sa forme actuelle il nous entraîne irrémédiablement vers des réchauffements de 3 à 3,5°C à horizon 2100.

C'est donc une véritable transformation de nos économies, toujours très dépendantes des combustibles fossiles, qu'il faut mettre en œuvre.

La transition vers une société sobre en carbone devrait impérativement et rapidement devenir réalité. Au niveau de l'Europe, il faudrait y consacrer plus de 1 000 milliards chaque année, des milliards créateurs d'emplois – 900 000 en France d'après l'Ademe – et de dynamisme économique. Et notre message est clair « Pour sauver les banques, on a mis plus de 1 000 milliards sur la table, il faut en faire autant pour sauver le climat ».

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2018 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio EY France - 1806SG379
Crédits photo : Gustavo Quepon, Shutterstock

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr



Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

À propos de GreenUnivers

Fondé en 2008, GreenUnivers est le média leader de l'information économique et financière sur les cleantech en France. Sa rédaction spécialisée publie chaque jour des articles et analyses sur les entreprises et marchés des différents secteurs : énergies renouvelables, efficacité énergétique, écomobilité, économie circulaire... GreenUnivers réalise deux études annuelles : « Observatoire des start-up des cleantech » et « Panorama des cleantech en France ». Il publie aussi le Baromètre des levées de fonds pour la Commission Climat en partenariat avec EY, et organise des conférences pour les professionnels.

Commission Climat France Invest

France Invest a créé la Commission Climat (ex club Cleantech) pour fédérer la part croissante de ses membres actifs dans les cleantech, pour contribuer à la construction d'un écosystème efficient et pour promouvoir les éco-industries en France et à l'étranger.

Comité de pilotage : Sophie Paturle-Guesnerot, présidente (Demeter), Nicolas Chaudron, vice-président (Idinvest Partners), Dominique Agrech, trésorier, Eric Marty (Demeter), Philippe Grand (EY), Guillaume Ansaloni (Watson Farley & Williams), Sylvie Perrin (de Gaulle, Fleurance et associés), Fabienne Eckerlein (EY), Morgan Carval (Arkéa), Julien Watry (Nord Capital Partenaires), Alexis Gazzo (EY), Anne-Françoise Cote (Starquest), Philippe Escudero (X-PM), Gabrielle Dellevigne (Azulis), Eric Lecomte (bpifrance)

Pour tout renseignement sur la Commission Climat :
Gérard Richer, g.richer@franceinvest.eu

Méthodologie

Les données présentées dans ce baromètre sont basées sur les informations recensées auprès des entreprises et des investisseurs par GreenUnivers, complétées des données et analyses issues de la méthodologie EY et réalisées par Ernst & Young et Associés. EY désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. EY est une marque déposée au niveau mondial.